

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 89 — 1641

**5 JUIN 1989. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études
ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études**

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret réglant pour la Communauté française les allocations et les prêts d'études, coordonné le 7 novembre 1983, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française réglant la signature des actes de l'Exécutif du 27 décembre 1985;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 avril 1987 fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement, modifié le 31 mars 1988 et le 25 novembre 1988;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence justifiée par la nécessité de prendre au plus tôt les mesures indispensables à l'octroi d'allocations d'études;

Vu l'avis du Conseil supérieur des allocations et prêts d'études, donné le 15 mars 1989;

Vu la délibération de l'Exécutif du 5 juin 1989;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

Arrêtons :

Article 1er. § 1er. Pour l'application du décret du 7 novembre 1983 précité, est considéré comme peu aisé le candidat dont le revenu net imposable globalement, majoré du revenu imposable distinctement, et le revenu semblable des personnes, qui ont la charge de son entretien ou y pourvoient, ne dépassent pas les maxima indiqués ci-après :

1° Pour les deux premières années de l'enseignement secondaire :

- FB 200 000, lorsque le candidat pourvoit seul à son entretien;
- FB 320 000, lorsqu'il y a une personne à charge;
- FB 420 000, lorsqu'il y a deux personnes à charge;
- FB 510 000, lorsqu'il y a trois personnes à charge;
- FB 590 000, lorsqu'il y a quatre personnes à charge;
- FB 660 000, lorsqu'il y a cinq personnes à charge, ce montant augmentant d'une somme de FB 70 000 pour chaque personne supplémentaire à charge au-delà de la cinquième.

2° Pour les 3e, 4e, 5e, 6e, 7e et les années préparatoires à l'enseignement supérieur :

- FB 280 000, lorsque le candidat pourvoit seul à son entretien;
- FB 480 000, lorsqu'il y a une personne à charge;
- FB 640 000, lorsqu'il y a deux personnes à charge;
- FB 790 000, lorsqu'il y a trois personnes à charge;
- FB 930 000, lorsqu'il y a quatre personnes à charge;
- FB 1 060 000, lorsqu'il y a cinq personnes à charge, ce montant augmentant d'une somme de FB 130 000 pour chaque personne supplémentaire à charge au-delà de la cinquième.

3° Pour les autres niveaux d'études visés à l'article 1er du décret du 7 novembre 1983 susvisé, y compris l'enseignement professionnel secondaire complémentaire :

- FB 326 400, lorsque le candidat pourvoit seul à son entretien;
- FB 530 400, lorsqu'il y a une personne à charge;
- FB 693 600, lorsqu'il y a deux personnes à charge;
- FB 846 600, lorsqu'il y a trois personnes à charge;
- FB 989 400, lorsqu'il y a quatre personnes à charge;
- FB 1 122 000, lorsqu'il y a cinq personnes à charge, ce montant augmentant d'une somme de FB 132 600 pour chaque personne supplémentaire à charge au-delà de la cinquième.

§ 2. Les montants maxima des allocations sont les suivants :

a) pour les deux premières années de l'enseignement secondaire :

- FB 8 800, pour les élèves externes;
- FB 19 800, pour les élèves internes;

b) pour les 3e et 4e années de l'enseignement secondaire :

- FB 9 900, pour les élèves externes;
- FB 24 200, pour les élèves internes;

c) pour les 5e, 6e et 7e années de l'enseignement secondaire et les années préparatoires à l'enseignement supérieur :

- FB 11 000, pour les élèves externes;
- FB 28 600, pour les élèves internes;

- d) pour l'enseignement professionnel secondaire complémentaire :
- FB 33 000, pour les étudiants externes, donnant lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;
 - FB 44 000, pour les étudiants externes, ne donnant pas lieu au paiement de ces allocations;
 - FB 77 000, pour les étudiants internes ou locataires d'un logement d'étudiant donnant lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;
 - FB 88 000, pour les étudiants internes ou locataires d'un logement d'étudiant ne donnant pas lieu au paiement de ces allocations;
- e) pour l'enseignement supérieur :
- FB 60 000, pour les étudiants externes, donnant lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;
 - FB 75 000, pour les étudiants externes, ne donnant pas lieu au paiement de ces allocations;
 - FB 110 000, pour les étudiants internes ou locataires d'un logement d'étudiant donnant lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;
 - FB 125 000, pour les étudiants internes ou locataires d'un logement d'étudiant ne donnant pas lieu au paiement de ces allocations;

§ 3. 1^o Les montants maxima cités ci-dessus ne sont octroyés que dans les cas où les revenus de référence ne dépassent pas les planchers suivants :

- FB 65 000, lorsque le candidat pourvoit seul à son entretien;
- FB 105 000, lorsqu'il y a une personne à charge;
- FB 140 000, lorsqu'il y a deux personnes à charge;
- FB 170 000, lorsqu'il y a trois personnes à charge, ce montant augmentant d'une somme de FB 30 000 pour chaque personne supplémentaire à charge, au-delà de la troisième.

2^o Lorsque les revenus de référence sont inférieurs à la moitié des montants figurant au 1^o ci-dessus, il est attribué une allocation spéciale, s'élevant à :

- FB 16 500, pour les élèves externes de l'enseignement secondaire, quelle que soit l'année d'études poursuivie;
- FB 44 000, pour les élèves internes de l'enseignement secondaire, quelle que soit l'année d'études poursuivie;
- FB 55 000, pour les élèves externes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire donnant lieu au paiement des allocations familiales ou d'orphelins;
- FB 66 000, pour les élèves externes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire ne donnant pas lieu au paiement de ces allocations;
- FB 99 000, pour les élèves internes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire donnant lieu au paiement des allocations familiales ou d'orphelins;
- FB 110 000, pour les élèves internes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire ne donnant pas lieu au paiement de ces allocations;
- FB 80 000, pour les étudiants externes de l'enseignement supérieur donnant lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;
- FB 90 000, pour les étudiants externes de l'enseignement supérieur ne donnant pas lieu au paiement de ces allocations;
- FB 130 000, pour les étudiants internes de l'enseignement supérieur donnant lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;
- FB 140 000, pour les étudiants internes de l'enseignement supérieur ne donnant pas lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;

3^o Lorsque les revenus de référence sont d'un montant intermédiaire entre celui du plafond cité au § 1^{er}, 1^o, 2^o et 3^o et celui du plancher cité au 1^o du § 3, le montant de l'allocation est fixé en affectant le montant maximum, correspondant à la situation du candidat, d'un coefficient K obtenu en divisant le montant du plancher par les revenus de référence; le coefficient K est arrondi à la 2^e décimale.

Les montants d'allocations déterminés par cette méthode sont arrondis à la centaine de francs supérieure pour l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur.

Art. 2. Les montants cités à l'article 1^{er} du présent arrêté ainsi qu'à l'article 7, § 2, sont valables à partir de l'année scolaire ou académique 1989-1990.

Art. 3. Pour le calcul des allocations d'études supérieures, le nombre de personnes à charge est majoré d'autant d'unités qu'il comprend d'étudiants régulièrement inscrits dans l'enseignement supérieur, pour l'année académique envisagée, hormis le candidat.

Art. 4. Hormis dans les cas relevant de l'application des articles 5 et 6 ci-après, les revenus de référence mentionnés à l'article 1^{er} sont ceux de la pénultième année civile précédant l'année scolaire ou académique envisagée.

Si ce revenu n'est pas connu à l'expiration du délai fixé pour l'introduction des demandes, il est tenu compte de ceux de l'antépénultième année précédant l'année scolaire ou académique envisagée.

Art. 5. § 1^{er}. Si le candidat affirme pourvoir seul à son entretien, les revenus de référence peuvent être limités à ses revenus propres, s'il a disposé, dispose ou disposera de revenus professionnels et/ou de remplacement :

1^o ou bien pendant l'année civile précédant l'année de la demande ainsi que pendant l'année civile même de la demande;

2^o ou bien pendant l'année civile même de la demande ainsi que pendant l'année civile qui suit le début de l'année scolaire ou académique envisagée.

La moyenne des revenus ainsi perçus ne peut être inférieure à la moyenne des minima imposables prévus à l'impôt des personnes physiques, relatifs aux deux années de référence.

§ 2. Si personne ne pourvoit à l'entretien de l'intéressé, les conditions prévues au § 1^{er} du présent article ne s'appliquent pas :

- a) à l'orphelin de père ou de mère;
- b) au candidat dont les parents ou le parent survivant sont déchus de la puissance paternelle;
- c) au candidat qui étant devenu majeur, cesse d'être entièrement à charge d'un C.P.A.S., d'un comité de protection de la jeunesse ou d'un tribunal de la jeunesse;
- d) au candidat reconnu comme réfugié politique par la délégation en Belgique du Haut Commissariat aux réfugiés des Nations-Unies;

e) au candidat qui, à la suite du divorce de ses parents, est obligé de pourvoir seul à son entretien, pour autant que le divorce ait été prononcé au cours des deux années civiles précédant l'année de la demande d'allocation. Dans ces cas, le candidat ou, s'il est mineur, son représentant légal doit joindre, à la demande d'allocation, une déclaration écrite, avec signature légalisée attestant sur l'honneur que, pendant l'année scolaire ou académique envisagée, nul ne pourvoira, en tout ou en partie, à l'entretien du candidat.

§ 3. L'époux(se) peut être considéré(e) comme la personne pourvoyant à l'entretien du candidat, pour autant que le mariage ait été contracté avant le 1er novembre de l'année scolaire ou académique envisagée.

Les revenus de référence peuvent être limités à ses revenus propres, s'il (elle) a disposé, dispose ou disposera d'un revenu professionnel et/ou de remplacement :

1° ou bien pendant l'année civile précédant l'année de la demande ainsi que pendant l'année civile même de la demande;

2° ou bien pendant l'année civile même de la demande ainsi que pendant l'année civile qui suit le début de l'année scolaire ou académique envisagée.

La moyenne des revenus ainsi perçus ne peut être inférieure à la moyenne des minima imposables prévus à l'impôt des personnes physiques, relatifs aux deux années de référence.

§ 4. Par dérogation aux dispositions de l'article 4 du présent arrêté, il est tenu compte :

1° des revenus de l'année civile au cours de laquelle débute l'année scolaire ou académique envisagée pour l'application des §§ 1er et 3 du présent article;

2° des revenus de l'année civile qui suit le début de l'année scolaire ou académique envisagée pour l'application du § 2 du présent article.

Art. 6. Par dérogation aux dispositions de l'article 4 du présent arrêté, il peut être tenu compte, dans l'intérêt du candidat des éléments suivants :

A. Pour les études relevant de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur :

1. Lorsque le revenu est diminué par suite du décès, de la mise à la pension, de la prépension involontaire, du divorce ou de la séparation de fait depuis un an au moins au 31 octobre de l'année scolaire ou académique envisagée de la (ou des) personne(s) qui a (ont) la charge de l'entretien du candidat ou y pourvoit(ent), le revenu de l'année civile qui suit le début de l'année scolaire ou académique envisagée servira de référence pour la fixation définitive de l'allocation.

Il ne peut être tenu compte de cette nouvelle situation qu'à la condition qu'elle se soit produite au cours de l'année civile à prendre normalement en considération ou ultérieurement, mais au plus tard au 1er mars de l'année scolaire ou académique envisagée.

2. Lorsque le revenu est diminué à la suite de la perte de l'emploi principal sans qu'aucune indemnité soit allouée ou de la cessation de toute activité lucrative y compris la faillite, le revenu de l'année civile au cours de laquelle débute l'année scolaire ou académique envisagée servira de référence pour la fixation définitive de l'allocation.

Cet emploi principal ou cette activité doivent avoir été exercés pendant au moins deux années civiles au 1er janvier qui précède l'année scolaire ou académique envisagée. Il ne peut toutefois être tenu compte de la nouvelle situation qu'à la condition qu'elle se soit produite au cours de l'année d'imposition à prendre normalement en considération ou ultérieurement, mais au plus tard le 1er mars de l'année scolaire ou académique envisagée.

3. Lorsque le revenu est diminué à la suite d'une période de chômage ou de maladie pendant laquelle une indemnité de chômage ou une indemnité accordée par l'assurance maladie a été octroyée pendant trente jours consécutifs au moins ou encore lorsque le revenu est diminué pour les agents des services publics suite à une mise en disponibilité pour cause de maladie, le revenu de l'année civile au cours de laquelle débute l'année scolaire ou académique envisagée servira de référence pour la fixation définitive de l'allocation.

B. En outre, pour les études relevant de l'enseignement supérieur :

Le revenu de l'année civile suivant le début de l'année académique envisagée, servira de référence pour la fixation définitive de l'allocation, si, conjointement, le candidat :

- a au moins 25 ans à la date fixée pour l'introduction de la demande d'allocation d'études;
- a disposé, au moins pendant les deux années civiles complètes, précédant le début de ses études, d'un revenu professionnel et/ou de remplacement au moins égal au minimum imposable à l'impôt des personnes physiques;
- s'engage à cesser ou interrompre ses activités professionnelles pour toute la durée de ses études.

Art. 7. § 1er. Le montant des revenus est constaté par des états établis par l'Administration des contributions directes.

§ 2.1. L'allocation accordée en application des articles 5 et 6 est attribuée, dans un premier temps, à titre provisoire. Son montant s'élève à :

- FB 5 000, pour les élèves externes de l'enseignement secondaire;
- FB 12 000, pour les élèves internes de l'enseignement secondaire;
- FB 20 000, pour les élèves externes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire;
- FB 35 000, pour les élèves internes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire;
- FB 27 000, pour les étudiants externes de l'enseignement supérieur;
- FB 49 000, pour les étudiants internes de l'enseignement supérieur.

2. Le montant définitif sera fixé lorsque les revenus de l'(des) année(s) devant servir de référence auront été vérifiés par l'administration des contributions directes.

§ 3. Les revenus non imposés en Belgique sont pris en considération et établis par toutes voies de droit.

§ 4. Une allocation provisoire peut être accordée dans tous les cas où les revenus de référence ne peuvent être obtenus et où cette lacune est imputable exclusivement à l'administration des contributions directes ou à son homologue à l'étranger.

§ 5. Sauf en cas de décès, de divorce ou de séparation, aucune allocation provisoire n'est octroyée lorsque les revenus de l'année civile visée à l'article 4 du présent arrêté sont supérieurs à 150 % du plafond admissible fixé à l'article 1er.

Art. 8. Il faut entendre par revenus professionnels et/ou de remplacement, pour l'application des articles 5, §§ 1er et 3, et 6 B, le montant des revenus professionnels, après déduction des dépenses ou charges professionnelles, des pertes professionnelles, des dépenses et abattements visés aux articles 54 et 66 du Code des impôts sur les revenus.

Art. 9. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 avril 1987 fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études est abrogé.

Art. 10. Le Ministre de l'Exécutif de la Communauté française qui a l'octroi des allocations et prêts d'études dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'année scolaire ou académique 1989-1990.

Bruxelles, le 5 juin 1989.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 89 — 1641

5 JUNI 1989. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de minvermogensgrens van de kandidaten voor een studietoelage alsook de criteria die dienen tot bepaling van de bedragen van de studietoelagen

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet tot regeling, voor de Franse Gemeenschap, van de toekenning van de studietoelagen en de studieleningen, gecoördineerd op 7 november 1983, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1985 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 april 1987 tot vaststelling van de minvermogensgrens van de kandidaten voor een studietoelage alsook de criteria die dienen tot de bepaling van de bedragen van de studietoelagen;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking, gewijzigd op 31 maart 1988 en op 25 november 1988;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid zo spoedig mogelijk de maatregelen te treffen die onontbeerlijk zijn voor de toekenning van studietoelagen;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur des allocations et prêts d'études » (Hoge Raad van studietoelagen en -leningen), gegeven op 15 maart 1989;

Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 5 juni 1989 genomen beslissing;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

Besluiten :

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van het voormelde decreet van 7 november 1983, wordt als minvermogen beschouwd, de kandidaat wiens gezamenlijk belastbaar netto-inkomen, vermeerderd met het afzonderlijk belastbaar inkomen, en het gelijkaardig inkomen van de personen die met zijn onderhoud belast zijn of die erin voorzien, de hierna vermelde maximumbedragen niet overschrijden :

1° Voor de eerste twee jaar van het secundair onderwijs :

— BF 200 000, indien de kandidaat alleen in zijn onderhoud voorziet;

— BF 320 000, indien er één persoon ten laste is;

— BF 420 000, indien er twee personen ten laste zijn;

— BF 510 000, indien er drie personen ten laste zijn;

— BF 590 000, indien er vier personen ten laste zijn;

— BF 660 000, indien er vijf personen ten laste zijn, waarbij dit bedrag met 70 000 BF verhoogd wordt voor elke bijkomende persoon ten laste vanaf de zesde.

2° Voor de 3e, 4e, 5e, 6e en 7e jaren en de jaren die voor het hoger onderwijs voorbereiden :

— BF 280 000, indien de kandidaat alleen in zijn onderhoud voorziet;

— BF 480 000, indien er één persoon ten laste is;

— BF 640 000, indien er twee personen ten laste zijn;

— BF 790 000, indien er drie personen ten laste zijn;

— BF 930 000, indien er vier personen ten laste zijn;

— BF 1 060 000, indien er vijf personen ten laste zijn, waarbij dit bedrag met 130 000 BF verhoogd wordt voor elke bijkomende persoon ten laste vanaf de zesde.

3° Voor de andere studieniveaus bedoeld in artikel 1 van het bovenbedoelde decreet van 7 november 1983, met inbegrip van het aanvullend secundair beroeps onderwijs :

— BF 326 400, indien de kandidaat alleen in zijn onderhoud voorziet;

— BF 530 400, indien er één persoon ten laste is;

— BF 693 600, indien er twee personen ten laste zijn;

— BF 846 600, indien er drie personen ten laste zijn;

— BF 989 400, indien er vier personen ten laste zijn;

— BF 1 122 000, indien er vijf personen ten laste zijn, waarbij dit bedrag met 132 600 BF verhoogd wordt voor elke bijkomende persoon ten laste vanaf de zesde.

§ 2. De maximumbedragen van de toelagen zijn de volgende :

- a) voor de eerste twee jaren van het secundair onderwijs :
- BF 8 800, voor de externe leerlingen;
 - BF 19 800, voor de interne leerlingen;
- b) voor de 3e en 4e jaren van het secundair onderwijs :
- BF 8 900, voor de externe leerlingen;
 - BF 24 200, voor de interne leerlingen;
- c) voor de 5e, 6e, 7e jaren van het secundair onderwijs en de jaren die voor het hoger onderwijs voorbereiden :
- BF 11 000, voor de externe leerlingen;
 - BF 28 800, voor de interne leerlingen;
- d) voor het aanvullend secundair beroepsonderwijs :
- BF 33 000, voor de externe studenten voor wie een kinderbijslag of een wezenuitkering uitbetaald wordt;
 - BF 44 000, voor de externe studenten voor wie deze toelagen niet uitbetaald worden;
 - BF 77 000, voor de interne studenten of studenten die huurders zijn van een studentenverblijf voor wie een kinderbijslag of een wezenuitkering uitbetaald wordt;
 - BF 88 000, voor de interne studenten of studenten die huurders zijn van een studentenverblijf voor wie deze toelagen niet uitbetaald worden;
- e) voor het hoger onderwijs :
- BF 80 000, voor de externe studenten voor wie een kinderbijslag of een wezenuitkering uitbetaald wordt;
 - BF 75 000, voor de externe studenten voor wie deze toelagen niet uitbetaald worden;
 - BF 110 000, voor de interne studenten of studenten die huurders zijn van een studentenverblijf voor wie een kinderbijslag of een wezenuitkering uitbetaald worden;
 - BF 125 000, voor de interne studenten of studenten die huurders zijn van een studentenverblijf voor wie deze toelagen niet uitbetaald worden.

§ 3. 1° De hierboven vermelde maximumbedragen worden slechts toegekend ingeval de referentieinkomens de volgende minimumbedragen niet overschrijden :

- BF 85 000, indien de kandidaat alleen in zijn onderhoud voorziet;
- BF 105 000, indien er één persoon ten laste is;
- BF 140 000, indien er twee personen ten laste zijn;
- BF 170 000, indien er drie personen ten laste zijn, waarbij dit bedrag met BF 30 000 verhoogd wordt elke bijkomende persoon, ten laste, vanaf de vierde.

2° Wanneer de referentieinkomens lager zijn dan de helft van de bedragen die in 1° hierboven vermeld zijn, wordt een bijzondere toelage toegekend, ten belope van :

- BF 18 500, voor de externe leerlingen van het secundair onderwijs, welk het gevolgde studiejaar ook is;
- BF 44 000, voor de interne leerlingen van het secundair onderwijs, welk het gevolgde studiejaar ook is;
- BF 55 000, voor de externe leerlingen van het aanvullend secundair beroepsonderwijs voor wie een kinderbijslag of een wezenuitkering uitbetaald wordt;
- BF 66 000, voor de externe leerlingen van het aanvullend secundair beroepsonderwijs voor wie deze toelagen uitbetaald worden;
- BF 99 000, voor de interne leerlingen van het aanvullend secundair beroepsonderwijs voor wie een kinderbijslag of een wezenuitkering uitbetaald wordt;
- BF 110 000, voor de interne leerlingen van het aanvullend secundair beroepsonderwijs voor wie deze toelagen niet uitbetaald worden;
- BF 80 000, voor de externe studenten van het hoger onderwijs voor wie een kinderbijslag of een wezenuitkering uitbetaald wordt;
- BF 90 000, voor de externe studenten van het hoger onderwijs voor wie deze toelagen niet uitbetaald worden;
- BF 130 000, voor de interne studenten van het hoger onderwijs voor wie een kinderbijslag of een wezenuitkering uitbetaald wordt;
- BF 140 000, voor de interne studenten van het hoger onderwijs voor wie deze toelagen niet uitbetaald worden.

3° Indien de referentieinkomens een bedrag uitmaken dat gelegen is tussen het in § 1, 1°, 2° en 3° vermelde maximum en het in 1° van § 3 vermelde minimum, wordt het bedrag van de toelage vastgesteld door het maximumbedrag dat gebaseerd is op de toestand van de kandidaat met een coëfficiënt K te voorzien die verkregen wordt door het minimumbedrag te delen door de referentieinkomens; de coëfficiënt K wordt tot de 2e decimaal afgerond.

De bedragen van deze toelagen die door deze methode bepaald zijn, worden afgerond tot het hogere honderdtal frank voor het secundair onderwijs en het hoger onderwijs.

Art. 2. De bedragen die in artikel 1 en in artikel 7, § 2 van dit besluit vermeld zijn, zijn geldig vanaf het school- of academiejaar 1989-1990.

Art. 3. Voor de berekening van de studietoelagen voor hoger onderwijs, wordt het aantal personen ten laste vermeerderd met zoveel eenheden als het studenten omvat die regelmatig ingeschreven zijn in het hoger onderwijs, voor het in aanmerking genomen academiejaar, behalve de kandidaat.

Art. 4. Behalve voor de gevallen die onder de toepassing van de hierna vermelde artikelen 5 en 6 vallen, zijn de in artikel 1 vermelde referentieinkomens die van het voorlaatste kalenderjaar dat aan het in aanmerking genomen school- of academiejaar voorafgaat.

Indien dit inkomen niet bekend is na het verstrijken van de termijn die vastgesteld is voor de indiening van de aanvragen, wordt rekening gehouden met dit van het jaar vóór het voorlaatste jaar dat aan het in aanmerking genomen school- of academiejaar voorafgaat.

Art. 5. § 1. Indien de kandidaat verklaart alleen in zijn onderhoud te voorzien, kan het referentieinkomen beperkt worden tot zijn eigen inkomen, indien hij over een bedrijfsinkomen en/of vervangingsinkomen heeft beschikt, beschikt of zal beschikken :

1. ofwel tijdens het kalenderjaar dat aan het jaar van de aanvraag voorafgaat alsook tijdens het kalenderjaar zelf van de aanvraag;

2. ofwel tijdens het kalenderjaar zelf van de aanvraag alsook tijdens het kalenderjaar dat volgt op het begin van het in aanmerking genomen school- of academiejaar. Het gemiddelde van de aldus ontvangen inkomens mag niet lager zijn dan het gemiddelde van de belastbare minima, bepaald bij de personenbelasting, met betrekking tot de twee referentiejaren.

§ 2. Indien niemand in het onderhoud van de betrokkene voorziet, gelden de in § 1 van dit artikel bepaalde voorwaarden niet :

- a) voor de vaderloze of moederloze wees;
- b) voor de kandidaat wiens ouders of overlevende ouder van de ouderlijke macht ontzet zijn;
- c) voor de kandidaat die ingevolge zijn meederjarigheid niet meer volledig ten laste is van een O.C.M.W. en jeugdbeschermingscomité of een jeugdrechtbank;
- d) voor de kandidaat die als politieke vluchteling is erkend door de afvaardiging in België van het Hoog Commissariaat voor de vluchtelingen van de Verenigde Naties;
- e) voor de kandidaat die na de echtscheiding van zijn ouders, alleen in zijn onderhoud moet voorzien, voor zover de echtscheiding werd uitgesproken binnen de twee kalenderjaren aan het jaar van de aanvraag om toelage voorafgaan.

In deze gevallen moet de kandidaat of, als hij minderjarig is, zijn wettelijke vertegenwoordiger, bij de aanvraag om toelage een schriftelijke verklaring, met gelegaliseerde handtekening, voegen, waarin hij op zijn erewoord getuigt dat niemand, tijdens het in aanmerking genomen school- of academiejaar, geheel of gedeeltelijk in het onderhoud van de kandidaat zal voorzien.

§ 3. De echtgenoot/echtgenote kan worden beschouwd als de persoon die in het onderhoud van de kandidaat voorziet, voor zover het huwelijk vóór 1 november van het in aanmerking genomen jaar werd aangegaan.

Het referentieinkomen kan tot zijn/haar eigen inkomen worden beperkt, indien hij/zij over een bedrijfsinkomen en/of een vervangingsinkomen heeft beschikt, beschikt of zal beschikken :

- 1. ofwel tijdens het kalenderjaar dat aan het jaar van de aanvraag voorafgaat alsook tijdens het kalenderjaar zelf van de aanvraag;
- 2. ofwel tijdens het kalenderjaar zelf van de aanvraag alsook tijdens het kalenderjaar dat volgt op het begin van het in aanmerking genomen school- of academiejaar.

Het gemiddelde van de aldus ontvangen inkomens mag niet lager zijn dan het gemiddelde van de belastbare minima, bepaald bij de personenbelasting, met betrekking tot de twee referentiejaren.

§ 4. In afwijking van de bepalingen van artikel 4 van dit besluit, wordt rekening gehouden :

- 1. met het inkomen van het kalenderjaar tijdens hetwelk het school- of academiejaar begint dat in aanmerking wordt genomen, voor de toepassing van de §§ 1 en 3 van dit artikel;
- 2. met het inkomen van het kalenderjaar dat volgt op het begin van het school- of academiejaar dat in aanmerking wordt genomen, voor de toepassing van § 2 van dit artikel.

Art. 6. In afwijking van de bepalingen van artikel 4 van dit besluit, kan, in het belang van de kandidaat, rekening worden gehouden met de volgende elementen :

A. Voor de studies in het secundair onderwijs en het hoger onderwijs :

1. Wanneer het inkomen verminderd is ingevolge het overlijden, de oppensioenstelling, het onvrijwillige brugpensioen, de echtscheiding of de feitelijke scheiding sedert ten minste een jaar op 31 oktober van het in aanmerking genomen school- of academiejaar van de persoon(persoonen) die met het onderhoud van de kandidaat belast is(zijn) of erin voorziet(voorzien), dient het inkomen van het kalenderjaar dat volgt op het in aanmerking genomen school- of academiejaar als referentie voor de definitieve vaststelling van de toelage.

Met deze nieuwe toestand kan slechts rekening worden gehouden op voorwaarde dat die zich heeft voorgedaan gedurende het normaal in aanmerking te nemen kalenderjaar of later, met uiterlijk op 1 maart van het in aanmerking genomen school- of academiejaar.

2. Wanneer het inkomen verminderd is ingevolge het verlies van de hoofdbetrekking zonder dat een vergoeding wordt verleend, of ingevolge het ophouden van elke winstgevendende activiteit, met inbegrip van het faillissement, dient het inkomen van het kalenderjaar gedurende hetwelk het in aanmerking genomen school- of academiejaar begint als referentie voor de definitieve vaststelling van de toelage.

Deze hoofdbetrekking of deze activiteit moeten gedurende ten minste twee kalenderjaren zijn uitgeoefend op de datum van 1 januari die aan het in aanmerking genomen school- of academiejaar voorafgaat. Met de nieuwe toestand kan echter alleen rekening worden gehouden op voorwaarde dat die zich heeft voorgedaan gedurende het normaal in aanmerking te nemen aanslagjaar of later, maar uiterlijk op 1 maart van het in aanmerking genomen school- of academiejaar.

3. Wanneer het inkomen verminderd is ingevolge een periode van werkloosheid of van ziekte tijdens welke een werkloosheidsuitkering of een door de ziekteverzekering verleende vergoeding werd toegekend gedurende minstens dertig opeenvolgende dagen, of wanneer het inkomen wordt verminderd voor de ambtenaren van de openbare diensten ingevolge een indisponibiliteitstelling wegens ziekte, dient het inkomen van het kalenderjaar tijdens hetwelk het in aanmerking genomen school- of academiejaar begint als referentie voor de definitieve vaststelling van de toelage.

B. Bovendien, voor de studies in het hoger onderwijs :

dient het inkomen van het kalenderjaar dat volgt op het begin van het in aanmerking genomen academiejaar als referentie voor de definitieve vaststelling van de toelage, indien de kandidaat, tegelijk :

- minstens 25 jaar oud is op de datum vastgesteld voor de indiening van de aanvraag om studietoelage;
- minstens gedurende de twee volledige kalenderjaren die aan het begin van zijn studies voorafgaan, beschikt heeft over een bedrijfsinkomen en/of een vervangingsinkomen dat minstens gelijk is aan het minimum dat belastbaar is bij de personenbelasting;
- zich ertoe verbindt zijn beroepsactiviteiten te staken of te onderbreken voor de gehele duur van zijn studies.

Art. 7. § 1. Het bedrag van de inkomens wordt vastgesteld door middel van staten opgemaakt door de Administratie der directe belastingen.

§ 2.1. De bij toepassing van de artikelen 5 en 6 verleende toelage wordt eerst voorlopig toegekend. Ze bedraagt :

- BF 5 000, voor de externe leerlingen van het secundair onderwijs;
- BF 12 000, voor de interne leerlingen van het secundair onderwijs;
- BF 20 000, voor de externe leerlingen van het aanvullend secundair beroepsonderwijs;
- BF 35 000, voor de interne leerlingen van het aanvullend secundair beroepsonderwijs;
- BF 27 000, voor de externe studenten van het hoger onderwijs;
- BF 40 000, voor de interne studenten van het hoger onderwijs.

2. Het definitieve bedrag zal worden vastgesteld nadat de inkomens van het jaar/de jaren dat/die tot referentie moet/moeten dienen door de Administratie der directe belastingen zullen zijn nagezien.

§ 3. De inkomens die niet in België worden belast, worden in aanmerking genomen en vastgesteld door alle wettelijke middelen.

§ 4. Een voorlopige toelage kan worden toegekend in alle gevallen waar de referentieinkomens niet kunnen worden bekomen en waar deze leernte uitsluitend te wijten is aan de Administratie der directe belastingen of aan haar tegenhangster in het buitenland.

§ 5. Behalve in geval van overlijden, echtscheiding of scheiding, wordt geen voorlopige toelage toegekend wanneer de inkomens van het in artikel 4 van dit besluit bedoelde kalenderjaar hoger zijn dan 150 % van het in artikel 1 bepaalde toelaatbare maximum.

Art. 8. Onder bedrijfsinkomen en/of vervangingsinkomen dient te worden verstaan, voor de toepassing van de artikelen 5, §§ 1 en 3, en 6 B, het bedrag van het bedrijfsinkomen, na aftrek van de bedrijfsuitgaven of bedrijfslasten, bedrijfsverliezen, van de uitgaven een verminderingen bedoeld in de artikelen 54 en 66 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Art. 9. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 april 1987 tot vaststelling van de minvermogenheid van de kandidaten voor een studietoelage alsook de criteria die dienen tot de bepaling van de bedragen van de studietoelagen, wordt opgeheven.

Art. 10. De Minister van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de toekenning van studietoelagen, en leningen behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking vanaf het school- of academiejaar 1989-1990.

Brussel, 5 juni 1989.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordres nationaux

Par arrêté royal du 17 avril 1989 M. Biar, Théodore, président du tribunal de commerce de Liège, est nommé Commandeur de l'Ordre de Léopold II.

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 22 mars 1989, entrant en vigueur le 8 septembre 1989, M. Biar, Th., président du tribunal de commerce de Liège, est admis à la retraite.

Il a droit à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 25 avril 1989 M. Orbie, S., substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles, est nommé à titre définitif en qualité de premier substitut du procureur du Roi près ce tribunal, à la date du 9 septembre 1989.

Par arrêté royal du 9 mai 1989, M. Leysens, M., substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles, est nommé à titre définitif en qualité de premier substitut du procureur du Roi près ce tribunal, à la date du 9 septembre 1989.

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES

Cour du travail de Gand. — Démission

Par arrêté royal du 4 juillet 1989, qui entre en vigueur le 1^{er} septembre 1989, démission honorable de leur fonction de conseiller social au titre de travailleur indépendant près la cour du travail de Gand est accordée aux personnes suivantes par suite de la limite d'âge :

M. W. De Smet, domicilié à 9710 Zwijnaarde;

M. P. Vanden Broucke, domicilié à 8810 Rumbeke;

M. R. Vandewoestijne, domicilié à 8500 Courtrai.

M. W. De Smet et M. R. Vandewoestijne sont autorisés à porter le titre honorifique de leur fonction.

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 17 april 1989 is de heer Biar, Théodore, voorzitter van de rechtbank van koophandel te Luik, benoemd tot Commandeur in de Orde van Leopold II.

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 22 maart 1989, dat in werking treedt op 8 september 1989, is de heer Biar, Th., voorzitter van de rechtbank van koophandel te Luik, in ruste gesteld.

Hij heeft aanspraak op pensioen en het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 25 april 1989 is de heer Orbie, S., substituu-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, voor vast benoemd tot eerste substituu-procureur des Konings bij deze rechtbank, op datum van 9 september 1989.

Bij koninklijk besluit van 9 mei 1989 is de heer Leysens, M., substituu-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, voor vast benoemd tot eerste substituu-procureur des Konings bij deze rechtbank, op datum van 9 september 1989.

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

Arbeidshof te Gent. — Ontslagen

Bij koninklijk besluit van 4 juli 1989, dat in werking treedt op 1 september 1989, is eervol ontslag uit hun ambt van raadsheer in sociale zaken, als zelfstandige, bij het arbeidshof te Gent, verleend aan de volgende personen, wegens het bereiken van de leeftijdsgrens :

de heer W. De Smet, wonende te 9710 Zwijnaarde;

de heer P. Vanden Broucke, wonende te 8810 Rumbeke;

de heer R. Vandewoestijne, wonende te 8500 Kortrijk.

De heer W. De Smet en de heer R. Vandewoestijne worden ertoe gemachtigd de eretitel van hun ambt te voeren.